



Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle

Province Ituri_Territoire Djugu_Collectivités :
Bahema Baguru & Bahema Badjere

Zones de Santé Rurales de FATAKI ET DRODRO

Groupements : DIROPKA et BELIBA

Localités (Plusieurs)

Date de l'évaluation : 20 au 22/11/2019

Date du rapport : 29/11/2019 (évaluations multiples)

Pour plus d'information, contactez : +243 970 021 121 / +243 817 374 259

Aperçu de la situation

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	<input checked="" type="checkbox"/> Conflit <input checked="" type="checkbox"/> Mouvements de population <input type="checkbox"/> Epidémie <input type="checkbox"/> Crise nutritionnelle		<input type="checkbox"/> Catastrophe naturelle <input type="checkbox"/> Crises électorales <input type="checkbox"/> Autre
Date du début de la crise :	Juin 2019 et Septembre 2019	Confirmation alerte	14/11/2019
Si conflit :			
Description du conflit	Après les événements du 10 juin 2019 notamment la tuerie de 4 commerçants de la communauté Lendu sur l'axe Kobu – Nizi, un groupe d'assaillants accompagnés aurait attaqué la population du groupement Dirokpa et Beliba, le matin du 12 juin de l'année en cours dans le but de venger leurs morts. Selon des sources locales, plus de 10 personnes auraient été tuées lors de l'attaque, environs 929 maisons incendiées, plusieurs biens des ménages pillés, des structures sanitaires pillés suivi		

de la destruction du matériel de la chaîne de froid du CS Dirokpa. Des bâtiments des écoles auraient également été incendiés et des matériels scolaires détruits.

A la date de l'ERM, aucune structure sanitaire de la place n'est fonctionnelle. Ce qui expliquerait le taux élevé de mortalité observé chez les enfants de moins de 5 ans vivant dans la zone évaluée.

Suite au conflit, plusieurs familles ont précipitamment quitté leurs milieux d'origines sans amener avec eux les effets ménagers de première nécessité. La population s'est déplacée vers plusieurs directions : Bunia, Lopa, Linji, Iga Barriere et dans la brousse environnant le même groupement.

Actuellement, les conditions d'hébergement des ménages déplacés et retournés sont difficiles en cette saison pluvieuse. Certains parmi la majorité des déplacés habitent principalement dans des cabanes de fortune, d'autres en famille d'accueil et/ou dans des maisons abandonnées.

Le mouvement de retour est observé depuis le mois de septembre dernier. Actuellement le retour est estimé à environ 90% de la population. Selon les autorités locales, les quatre localités (Bunu, GOKPA, Losani, Lovi) jadis occupées par les présumés assaillants CODECO enregistrent un retour timide. Toute fois la méfiance règne encore entre les membres des deux communautés rivales voisines.

Il est à noter enfin que ce mouvement de population est dynamique et complexe car d'autres incidents sécuritaires ont été signalés entre le 20 et le 21 novembre dans la région notamment les affrontements entre FARDC et présumés CODECO à Pimbo centre et ses périphéries sur la RN27.

Les données disponibles font état de plus ou moins 2 801 ménages retournés mais qui vivent dans de conditions de précarité importante sur le plan humanitaire.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Collectivités	Groupement	Zones	Nbre Villages	Pop avant Crise		Retournés		Déplacés	
				Pers	Ménage	Pers	Mén	Pers	Mén
Bahema Nord	Dirokpa	Dirokpa	29	12 570	2 514	10 755	2151	ND	ND
Bahema Baguru	Beliba	Beliba	21	7 800	1 560	3 250	650	ND	ND
TOTAL			50	20 370	4 074	14 005	2 801		

Note : il y aurait la présence de quelques ménages déplacés dans la zone. A confirmer lors de l'identification des potentiels bénéficiaires en cas d'assistance.

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Février 2018	ND	DIRPKA vers BUNIA, Lopa et Linji.	Incendies et pillages systématiques de tout le village du groupement Dirokpa par les assaillants. Ce qui a occasionné le déplacement de la totalité de la population.
Mai 2018	ND	Plusieurs localités du groupement Dirokpa.	L'arrêt des hostilités suit aux efforts de pacifications ont été à la base d'un climat de sécurité et a permis à toute la population de regagner leurs milieux d'origine.

Source d'information	Donneurs d'alerte : autorités locales (chefs de villages/localités/groupements), corps soignant et éducatifs, autorités politico administratives du territoire de Djugu, et les représentants de la population (société civile, leaders d'opinion, etc).
-----------------------------	--

Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage	<p>L'unité d'évaluation est le groupement.</p> <p>L'évaluation est constituée d'un axe reliant deux groupements.</p> <p>Au total, 58 localités dont 29 situées le long de la RN 27 et 29 à plus de 12 km de l'axe principal ont été visités au cours de l'évaluation.</p>
Techniques de collecte utilisées	<p>Les méthodologies utilisées pour la récolte des données sont les suivantes :</p> <p>Collecte de données générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - focus groups généraux dans les groupements de retour avec les autorités administratives / coutumières, les associations, la structure de la jeunesse et la société civile. - Groupes de discussions : tenues distinctement avec les femmes et hommes de la zone de retour. <p>Collecte de données sectorielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Focus group sectoriels suivi des visites : ouvrages hydrauliques, écoles et centre de santé ; - Entretiens : avec divers acteurs éducation (directeurs d'écoles, comités des parents et élèves), sécurité alimentaire (agronomes, vétérinaires, agriculteurs, éleveurs, associations, groupements agricoles), en moyen d'existence (FEC, les commerçants et les retournés) ; - Revue documentaire et l'observation en santé - nutrition. <p>Etude de Marché préliminaire :</p> <p>Une évaluation relative à la disponibilité des articles, la présence des opérateurs financiers (IMF) et la capacité des opérateurs économiques a été effectué afin de s'assurer des faisabilités de réponses AME/food en Cash.</p> <p>Visite ménages : Une dizaine des ménages ont été visités moyennant un questionnaire d'enquête ménage administré à certains ménages pour s'imprégner de la présence des AME mais également des moyens de survie au sein des ménages.</p> <p>Do No Harm, protection et redevabilité : Les informations ont été collectées au travers des échanges informels avec les informateurs clés des deux groupements.</p>
Composition de l'équipe	<p>Equipe ERM Ituri &GNK.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. YUSSUF UMIRAMBE ALIMU : 0810129976 2. LOUIS BUAREMANE : 0816001844 3. GASTON MBAUSA : 0822913134 4. SIMPLICE KABONA : 0810253676

5. ROGER AWENDO : 0816151923
6. JEAN-MARIE UYUNGI : 0819606291

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
<p>Besoins Eau, hygiène et assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'eau potable : consommation d'eau de sources non-aménagées par la population (énormes risques de contraction de maladies d'origines hydriques ou liées aux mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement notamment dans les lieux de regroupement et dans les familles d'accueil à forte concentration de personnes) ; - Insuffisance d'ouvrages d'assainissement comparativement aux besoins en latrines dans la zone ; - Faible pratique des principes d'hygiène notamment le lavage des mains. 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer d'urgence des points de chloration en attendant réhabilité/construire des points d'eau à proximité des zones pléthoriques ; - Construire de nouvelles sources d'eau pour assurer la protection des femmes exposées aux risques de violences, vu la méfiance qui règne entre les deux communautés utilisant les mêmes points d'eau ; - Assainir les villages à fortes concentrations des retournés avec des cabanes hors sites en construisant les ouvrages d'assainissement familiales ; - Renforcer les capacités des populations à risque en assainissement notamment sur les règles et pratiques d'hygiène fondamentales ; - Redynamiser les comités de gestion d'eau et d'assainissement préexistants ; 	<p>Les ménages retournés et déplacés</p>
<p>Besoinsabri et AME :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à l'abri : maisons incendiées et les ménages retournés habitent dans des cabanes de fortunes sous une grande promiscuité ne les protégeant pas contre les intempéries pendant la saison pluvieuse en cours ; - Perte des biens de première nécessité par abandon et/ou pillages suite au déplacement soudain. 	<ul style="list-style-type: none"> - Assister les personnes retournées en articles ménagers essentiels au travers des distributions classiques et/ou via des transferts monétaires (cash ou foires) selon l'analyse du contexte, des risques et des marchés de la zone ; - Distribuer des bâches aux ménages retournés vivant dans des cabanes en sites (priorité1) et prendre en compte ceux hors sites et en famille d'accueil dans la suite des réponses. - Apporter un paquet minimum d'appui en AME aux structures sanitaires de la zone. 	<p>Tous les ménages retournés et les centres de santé.</p>
<p>Besoins en sécurité alimentaire & moyens de subsistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de vivres au sein des ménages retournés (repas peu diversifiés une seule fois par jour) ; - Carence de stock alimentaire au sein des ménages ; - Faible mise en place des activités génératrices de revenu par les familles retournées. Les travaux journaliers s'avèrent rare dans la zone ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Envisager une assistance en vivres au travers de la distribution classique et/ou foires aux vivres en faveur des ménages retournés pour assurer l'accès à la nourriture. - Appuyer les ménages retournés en semences pour la saison A ; - Appuyer les ménages retournés dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces) ; - Plaider pour la sécurisation et la pacification du groupement afin de faciliter l'accès aux champs et la relance des activités commerciales. 	<p>Tous les ménages retournés.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Faible garantie climatique par rapport à la récolte de la saison en cours suite à l'excès de pluie. - Difficultés d'accès aux produits manufacturés et d'écoulement des produits agricoles quoique généralement rares ; - Difficultés d'accès aux champs éloigné suite à l'insécurité. 		
<p>Besoins Santé & Nutrition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de structures sanitaires fonctionnelles dans la zone ; - Manque de traitement adéquat des pathologies de la zone : diarrhée et malnutrition à la base d'un taux élevé de mortalités infantile chez les enfants de < 5ans ; - Manque de structures de prise en charge nutritionnelle dans la zone ; - Pas d'activités de vaccinations en PEV de routine ; - Pillages des NFI dans les centres de santé de la zone. - Absence d'acteurs humanitaires œuvrant dans le domaine de santé - nutrition dans la zone. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des cliniques mobiles dans la zone ; - Appuyer les structures sanitaires avec le capital médicament et les NFI afin de leurs permettre de reprendre les activités ; - Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires ; - Organiser une enquête nutritionnelle et mettre en place une unité de prise en charge nutritionnelle ; - Mettre en place une réponse intégrant les secteurs AME et WASH pour réduire la prévalence des maladies d'origines hydriques et les IRA. 	<p>Toute la population ;</p>
<p>Besoins Education :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perte de la totalité des objets classiques et uniformes des écoliers suite aux déplacements. - Une école incendiée et deux autres pillées. - Fréquentation de longues distances par manque d'écoles dans la zone (certains enfants sont inscrits dans les écoles du groupement voisins et fréquentes les cours au-delà de 7 Km). - Déperdition scolaire : un bon nombre d'enfants retournés ne vont pas à l'école ; - Insuffisance d'installations hygiéniques adéquates et de dispositifs de lavage des mains dans les écoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants particulièrement les filles ; - Organiser un programme de récupération pour les enfants de l'EP KIZA ; - Inclure les activités de prise en charge psychologique des enfants ; - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ; - Organiser des cours de récupération pour les enfants déplacés dans l'axe évalué ; - Améliorer la desserte en eau et les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles. 	<p>Les parents des enfants déplacés et retournés, Les enfants déplacés et retournés déscolarisés.</p>
<p>Besoins Protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de communication et une méfiance ouverte est observé entre les deux groupes ethniques au niveau du marché de Njala et des points d'eau communs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyers pour le renforcement des actions de pacifications ; - Conduire une analyse pré-intervention poussée des risques de Do No Harm avant d'offrir toute assistance à caractère individuelle. 	<p>Toute la population.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Faible documentation des cas de « Protection » dans la zone évaluée ; - Risques de tension entre les deux communautés quasi-permanents ; - Activismes des assaillants dans les groupements environnants (Pimbo et le marché de Zuda). 		
---	--	--

Analyse « Ne Pas Nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Des risques d'instrumentalisation de l'aide au niveau de la communauté n'ont pas été identifiés. Nonobstant, en cas d'assistance, il est important d'intervenir simultanément sur les deux communautés pour garantir la neutralité de l'aide humanitaire mais aussi pour ne pas engendrer des tensions et/ou d'autres raisons de conflit entre les deux communautés (Hema et Lendu).
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Aucun risque d'accentuation de conflit n'a été soulevé par la communauté.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Il n'existe aucun risque de distorsion dans l'offre et la demande des services à cause de l'aide. En cas d'assistance, les marchés de Bule, Pimbo, Iga barrière, Kobu et Fataki peuvent contenir les éventuelles demandes en AME et vivres des nécessiteux.

Accessibilité

1.3. Accessibilité physique / Accès humanitaire

Type d'accès à partir de Bunia en passant par Iga-barrière ou à partir de Bunia en passant par Katoto.	<p>Deux voies peuvent être utilisées par accéder à la zone évaluée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe Bunia – Lopa- Gina : long du 59 Km sur la RN27. Actuellement, cette route est moins carrossable à cause des bourbiers qui s'y développent en cette saison de pluie. Cette situation rend difficile la circulation pour les gros camions et bloc parfois la circulation de petits véhicules. - Axe Bunia – Katoto- Largu – Beliba-pitso dirokpa : long d'environ 78km. Cette route présente la même difficulté en saison pluvieuse. Pendant cette saison, l'accès est très difficile pour les camions mais s'avère moins complexe pour les véhicules4x4 en bon état.
---	---

1.4. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	<p>La sécurité de la zone est assurée par les FARDC installés à Nyampala et Uzii.</p> <p>Il n'existe aucune présence de la PNC (Police Nationale Congolaise) dans les deux groupements.</p>
Communication téléphonique	Les deux groupements sont couverts partiellement par le réseau Airtel et bénéficient d'une couverture totale du réseau Vodacom.
Stations de radio	La population de la zone suit la Radio Communautaire Radio Tangazeni Kristo (RTK) de Rethy, la Radio Tam -Tam de Kpandroma, et difficilement celles émettant de Bunia en fréquences modulés (FM).

Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

1.5. Protection

<p>Incidents de protection rapportés dans la zone</p>	<p>La nuit de 16 au 17 novembre courant, les présumés assaillants ont fait incursion dans le centre commercial de ZUDA à environ 30 Km à l'ouest du groupement Dirokpa. 3 personnes auraient été tuées, des biens pillés et 5 personnes prises en otage pour transporter les butins pillés avant d'être libérées. Les personnes en captivités ont été libérées juste à moins d'un kilomètre du groupement Dirokpa.</p> <p>Dans la foulée, le partage de ce butin a été à la base de tir entre les présumés assaillants et a provoqué l'affrontement entre la police d'intervention rapide basé à Pimbo appuyé par les éléments FARDC selon des sources concordantes captés quatre jour plus tard. A cela s'ajoute les incidents de protection liés aux attaques antérieures dans la zone.</p>			
<p>Type d'incident</p>	<p>Lieu</p>	<p>Auteur(s) présumé(s)</p>	<p>Nb victimes</p>	<p>Commentaires</p>
<p>Tuerie, attaque, pillage et transport de butin.</p>	<p>Zuda</p>	<p>Présumés assaillants</p>	<p>4</p>	<p>4 morts et 5 personnes pris en otage pour le transport de butin.</p>
<p>Affrontement</p>	<p>Pimbo</p>	<p>Présumés assaillants</p>	<p>ND</p>	<p>Déplacés de plusieurs personnes du groupement Pimbo.</p>
<p>Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté</p>	<p>Pas de tension observée dans la zone d'évaluation. Néanmoins, les populations des deux ethnies s'accusent mutuellement aux moindres observations touchant les sensibilités de la zone.</p>			
<p>Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.</p>	<p>Aucune structure de gestion des protections n'existe dans la zone. Au niveau provincial, une commission d'enquête est mise sur pied par les autorités locales qui travaille dans le cadre de réconcilier la population et canaliser les informations vers les autorités établies pour leur résolution.</p> <p>Actuellement, ce sont les autorités administratives et coutumières s'investissent dans la gestion de différents incidents mineurs qui surviennent.</p>			
<p>Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base</p>	<p>Les services sociaux de base étaient fortement impactés par la situation de crise qu'a connue l'axe. Les centres de santé, les écoles les marchés ont été détruits. En plus, Il est difficile à certaines communautés d'accéder aux services de base. Il s'agit principalement de la population de l'ethnie Lendu qui n'accède pas facilement aux services sociaux de Base par le fait que la plus part de ces structures sont tenues par les membres de la tribu Hema.</p>			
<p>Présence des engins explosifs</p>	<p>Aucune présence d'engins explosifs rapportée sur l'axe.</p>			
<p>Perception des humanitaires dans la zone</p>	<p>La perception des acteurs humanitaires dans la zone est bonne. Leurs présences rassurent la population et donnent l'espoir d'allègement des souffrances vécues.</p>			
<p>Réponses données</p>				
<p>Réponses données</p>	<p>Organisations impliquées</p>	<p>Zone d'intervention</p>	<p>Nbre/Type des bénéficiaires</p>	<p>Commentaires</p>
<p>Aucune</p>				

Gaps et recommandations	<p>Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de documentation des cas de « Protection » constatée dans la zone évaluée ; - Manque de mécanisme permanent la réconciliation entre membres des deux communautés d'où la persistance du climat de méfiance entre les deux communautés. Un incident même minime peut déclencher le conflit entre les deux groupes. - Absence de structure de prise en charge des cas de protection dans la zone évaluée. <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la redynamisation des structures sociales de base dans la zone. - Mener une analyse soutenue Do No Harm pré-intervention avant d'envisager toute assistance à caractère individuelle ; - Prise en compte systématiques des sensibilités sécuritaires, protection et DNH de la zone en cas de réponse humanitaire et veiller au mécanisme de redevabilité.
--------------------------------	--

1.6. Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>La situation des ménages retournés et déplacés sur le plan de la sécurité alimentaire est précaire. Selon les enquêtes ménages, les familles hôtes et déplacées organisent difficilement un seul repas par jour et en quantité insuffisante.</p> <p>Ces ménages n'accèdent pas facilement à leurs champs vu leur éloignement des habitations compte tenue de l'incertitude sécuritaire qui prédomine la zone. Pendant la visite des ménages dans la zone, les stocks de vivres et de semences se sont avérés très rares. Cette situation est consécutive à l'instabilité des ménages, la destruction de leurs moyens de survie, la dégradation des produits des champs par manque d'entretien et surtout le faible pouvoir d'achat au sein de la communauté accentué par la persistance du conflit.</p>
Production agricole, élevage et pêche	<p>L'insécurité généralisée ainsi que les perturbations climatiques actuelles limitent aux ménages l'accès à leurs champs. Cette situation a comme conséquences la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse des prix sur les marchés locaux.</p> <p>Une moyenne de 30% d'augmentation des prix des denrées alimentaires a été observée sur les marchés depuis le retour de la population.</p> <p>D'une manière générale, les produits d'élevage ont été abandonnés et/ou pillés pendant le déplacement.</p>
Situation des vivres dans les marchés	<p>Dans les villages des groupements d'accueil, les vivres sont peu disponibles sur les marchés locaux. Cela est lié à la baisse de la production agricole et au choc subit.</p> <p>A noter que la majorité des opérateurs économiques de cette région se sont retirés de la zone pour les raisons sécuritaires évoquées précédemment.</p>
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	<p>Les personnes affectées par cette crise utilisent les stratégies suivantes pour survivre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Consommation des aliments moins couteux et moins préférés ; ✓ Diminution du nombre et de la quantité des repas journaliers ; ✓ Privation des adultes au profit des enfants dans l'alimentation ; ✓ Recours à l'appui alimentaire des familles d'accueils, des amis et/ou voisins.
Réponses données	

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Distribution des semences et outils aratoires au mois de septembre.	World relief	Toutes les localités du groupement Dirokpa	Déplacés et retournés	Semences vivrières (maïs, soja, haricot) et maraichère (chou, oignon et amarante) ainsi que des outils aratoires (deux houes et arrosoirs)
Gaps et recommandations	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de vivres au sein des ménages vulnérables ; - Absence de stock alimentaire au sein des ménages ; - Accès difficile aux aliments riches en vitamines. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister dans l'urgence les ménages retournés et déplacés en vivres au travers des modalités foires et/ou en distribution classique. 			

1.7. Abris et accès aux articles essentiels

Type d'abris	<p>Selon des sources locales, 1242 cabanes dont 829 à Dirokpa ont été incendiées lors de la crise du mois de juin 2019. A cela s'ajoute les incidents survenus au tour du 20/11/2019 à Pimbo.</p> <p>Actuellement, la moitié des ménages retournés est logé dans les anciennes habitations qui non incendiées. D'autres ménages se sont construit des cabanes de fortunes vers le centre du groupement où ils estiment être beaucoup plus en sécurité.</p> <p>Ceux dont les habitations ont été détruites ou incendiées sont accueillie au sein des familles retournées dont les habitations n'ont pas été détruites. D'autres par contre habitent dans des maisons abandonnées par ceux qui sont encore en déplacement.</p> <p>Une forte promiscuité est constatée dans les cabanes hors site et dans les familles d'accueil. Les ménages retournés n'ont jamais été assistés en abris depuis leur retour.</p>
Accès aux articles ménagers essentiels	<p>Les populations de la zone ont subi deux épisodes de crise depuis février 2018, à la base de la perte de la quasi-totalité de leurs effets ménagers.</p> <p>Les déplacements dans la précipitation suite aux attaques brusques expliquent ce manque d'AME au sein des ménages de la zone, à cela s'ajoute l'incendie des maisons et le pillage systématique des biens des ménages.</p> <p>A ce jour, aucune assistance en AME ou abris ne leur a été apportée.</p>

<p>Possibilité de prêts des articles essentiels</p>	<p>Les ménages retournés n'ont aucune possibilité d'emprunt des articles ménagers essentiels car toute la population du groupement a été touchée et se trouve dans la même condition. Ces derniers se servent des pots fragiles fabriqués à base d'argile pour la cuisson, le transport et le stockage de l'eau. Ces récipients passent la plupart du temps durant la nuit sur des feuillages sans couvertures.</p> <p>Pendant cette saison pluvieuse, les populations manquent de bois de chauffe pouvant leur permettre de réchauffer les abris pendant la nuit. Lors de l'évaluation, l'équipe a rencontré des cas de pneumonie dont certains enfants de moins de 6 mois en sont décédés.</p> <p>Le manque criant d'AME est aussi observé dans les structures sanitaires de la zone qui subissent des pillages systématiques et à chaque vague de conflit.</p>				
<p>Situation des AME dans les marchés</p>	<p>Dans les deux principaux marchés de la zone (Njala et Uzi), les AME sont moins visibles suite à la succession des crises dans la zone. Selon des sources locales, certains commerçants des centres commerciaux environnants craignent le pillage suite à l'instabilité sécuritaire persistante dans la région. Les populations des deux groupements s'approvisionnent en produits de première nécessité comme les sels, les boissons, les savons, les habits selon leur appartenance ethnique dans les marché de Pimbo, Kpandroma (d'obédiences Lendu) et Bule, Largu, Iga-Barrière et Lopa (dans la zone Hema).</p> <p>Les opérateurs économiques promettent ravitailler la foire une fois qu'elle sera organisée dans des conditions sécuritaires acceptables. A noter que la présence des forces de l'ordre (FARDC) sur la RN27 rassure de plus en plus les populations et les opérateurs économiques du territoire de Djugu sur les conditions d'accès dans le territoire.</p>				
<p>Faisabilité de l'assistance ménage</p>	<p>Actuellement les membres des deux groupes ethniques ne cohabitent pas ensemble. Cependant, aucun incident n'a été enregistré lors des déplacements dans les zones occupées par les deux communautés.</p> <p>Il est possible d'offrir une assistance à ces personnes retournées dans la zone. En cas d'assistance, il sera important d'impliquer toutes les couches de la communauté pour la prise de décisions.</p>				
<p>Réponses données</p>					
<p>Réponses données</p>	<p>Organisations impliquées</p>	<p>Zone d'intervention</p>	<p>Nbre/Type des bénéficiaires</p>	<p>Commentaires</p>	
<p>RAS</p>	<p>RAS</p>	<p>RAS</p>	<p>RAS</p>	<p>RAS</p>	
<p>Gaps et recommandations</p>	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'AME et d'abris adéquats : insuffisance et/ou manque d'ustensiles de cuisine, de récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et/ou bassines), de literies ; • Manque de bâches pour les abris d'urgence ; • Insuffisance ou manque des AME dans les structures sanitaires de la zone. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assister les retournés vivant dans des maisons abandonnées et dans les cabanes hors sites en bâches pour la construction des abris d'urgence ; • Organiser une distribution de kits aux AME ou une assistance en cash /foire après confirmation des faisabilités (étude des marchés et analyse des risques). 				

1.8. Moyens de subsistance

<p>Moyens de subsistance</p>	<p>Les crises successives ont fait perdre à la population de la zone évaluée l'accès à leurs biens productifs (champs, élevage, capitaux des petits commerces : produits manufacturiers et vivriers) et outils pour l'artisanat.</p> <p>D'après les sources locales, les moyens productifs restés dans les deux groupements ont été pillés et/ou détruits par les assaillants. La crise de février 2018 est survenue juste au début de la saison A et celle de juin 2019, pendant la récolte de la saison A de l'année en cours.</p> <p>Le retour est amorcé par la population juste pendant la semi de la saison B. A priori, les populations n'ont pas eu le temps de préparer leurs champs comme d'ordinaires.</p> <p>Bien que l'ONGI World Relief ait distribué des semences maraîcher et vivrière et deux houes par ménage de la zone, la prolongation de la saison pluvieuse semble avoir un impact négatif sur le rendement de la production de la saison B de l'année en cours.</p>			
<p>Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées</p>	<p>La majorité des ménages retournés vie actuellement de la cueillette et des travaux journaliers en dehors des groupements évalués. Ce qui augmente le risque de protection pour ces derniers. Le rendement de ces activités est très faible et ne permet pas à la population de couvrir les besoins de bases. Aucun acteur humanitaire n'a intervenu pour la crise actuelle. Les conséquences de perte de moyens de production et d'accès difficile à la source de nourriture sont très perceptibles dans la zone.</p>			
<p>Réponses données</p>				
<p>Réponses données</p>	<p>Organisations impliquées</p>	<p>Zone d'intervention</p>	<p>Nbre/Type des bénéficiaires</p>	<p>Commentaires</p>
<p>Semences vivrières et maraichers et deux houes</p>	<p>World Relief</p>	<p>Groupement Dirokpa</p>	<p>Toute la population qui était de retour pendant l'assistance.</p>	<p>Le besoin reste entier, le semi ayant été fait dans la précipitation et la perturbation climatique toujours d'actualité.</p>
<p>Gaps et recommandations</p>	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faible moyens de production et de revenu (champs, les géniteurs et les capitaux de petit commerce), rendant difficile l'accès aux moyens de subsistance pour les ménages retournés ; • Manque d'opportunité pour les ménages retournés pour développer localement de nouvelles activités génératrices de revenu et des travaux journaliers rémunérés ; • Manque de stock de vivres dans les ménages ; • Accès difficiles aux champs éloignés ; • Les ménages n'organisent qu'un seul repas pauvre en protéines par jour ; • Incapacités d'entretenir des cultures à longues périodes végétatives. <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les ménages retournés en semences vivriers et maraichers ; • Appuyer les retournés les plus vulnérables en géniteurs ; • Assister les ménages retournés en vivres. 			

1.9. Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	<p>En cas d'intervention en cash ou foire aux AME, les commerçants des marchés des deux groupements ne peuvent pas couvrir l'ensemble des besoins. Toutefois, les commerçants des centres commerciaux voisins (Lopa, Largu, Iga-barrière, Bule, Fataki, Kpandroma, etc) peuvent être sollicités en complément.</p> <p>Quant aux foires aux vivres, les intrants doivent être ravitaillés à partir des zones géographiques d'autres Territoire de Mahagi (Ndrele, Ndrele, Djalasiga, etc.) en plus des centres de négoce non directement touchés par la crise sur la RN 27 notamment Iga Barriere etc.</p> <p>Les prix des AME et des vivres ont sensiblement augmenté sur les marchés de la zone à partir de la dernière crise. Les rares vivres qui se trouvent sur les marchés locaux ont le même prix que celui des marchés de la ville de Bunia.</p> <p>Variation des prix au marché :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 5%;">N°</th> <th style="width: 25%;">Article</th> <th style="width: 20%;">Unité</th> <th style="width: 20%;">Prix avant crise</th> <th style="width: 30%;">Prix Actuel</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">1</td> <td>Farine de Manioc</td> <td>demi-bassine / «1/2 compare »</td> <td style="text-align: center;">(2000FC)</td> <td style="text-align: center;">(5000FC)</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">2</td> <td>Haricot</td> <td>Petite mesure (siriba)</td> <td style="text-align: center;">(200FC)</td> <td style="text-align: center;">(500FC)</td> </tr> </tbody> </table> <p>NB : Augmentation d'environ 100 à 150% - preuve des conditions de vie difficile dans la région.</p> <p>Les produits manufacturiers sont importés dans la zone à partir des grands centres commerciaux de Bunia et de l'Ouganda voisin.</p>	N°	Article	Unité	Prix avant crise	Prix Actuel	1	Farine de Manioc	demi-bassine / «1/2 compare »	(2000FC)	(5000FC)	2	Haricot	Petite mesure (siriba)	(200FC)	(500FC)
N°	Article	Unité	Prix avant crise	Prix Actuel												
1	Farine de Manioc	demi-bassine / «1/2 compare »	(2000FC)	(5000FC)												
2	Haricot	Petite mesure (siriba)	(200FC)	(500FC)												
Existence d'un opérateur pour les transferts	<p>Aucune institution de Microfinance (IMF) n'est présente dans la zone.</p> <p>En cas d'assistance en cash ou à d'autres modalités d'interventions similaires, il est possible de recourir aux banques à Mahagi et Bunia : SEMADEF, FBN Bank, TMB, RAW Bank et CADECO. Cependant, l'analyse des risques sécuritaires reste primordiale avant toute assistance du type Cash.</p>															

1.10. Eau, Hygiène et Assainissement

Risque épidémiologique	<p>La zone évaluée n'est pas affectée par des maladies potentiellement épidémiques. Cependant, un fort taux de mortalité infantile dû à la diarrhée et à la malnutrition a été remonté par les autorités locales administratives et sanitaires. D'où la nécessité d'une intervention d'urgence en EHA.</p>
Accès à l'eau après la crise	<p>Les populations retournées des deux groupements n'accèdent pas à des sources d'eau protégées. La plupart consomme des eaux surfaciques (notamment l'eau de la rivière Goddha) soit par crainte de partager les mêmes points d'eau aménagés et protégés avec la communauté voisine, soit par manque de source dans les localités à fortes concentrations de populations.</p>

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Beliba	Singodda	350 ménages	<p>Il existe des fuites au niveau de l'aire de captage, délabrement de l'aire de puisage, divergence et canal d'évacuation sont bouchés. Le tuyau d'alimentation est de 3cm du mur de puisage, eau stagnante à l'aire de puisage.</p> <p>Source aménagée depuis l'époque coloniale, elle est très fréquentée.</p> <p>La turbidité de l'eau est inférieure à 5 NTU. Après la pluie, l'eau change de couleur et de gout.</p>
Nyali	Nyalidda	250 ménages	<p>Cette source dessert les ménages de deux villages dont Vuvu et Nyali ainsi que le centre de santé.</p> <p>Problématiques clé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fuites d'eau à l'aire de captage ; - Délabrement de l'aire de puisage ; - Canal de divergence et d'évacuation bouchés ; - Tuyau d'alimentation : à 3cm du mur de puisage ; - Eau stagnante à l'aire de puisage ; - Changement de couleur et de goût de l'eau après la pluie. <p>La turbidité de l'eau : < à 5 NTU ;</p>
kluba	klubadda	450 ménages	<p>Source aménagée en 2007 par Oxfam. Cette source dessert les ménages de trois villages dont Diro, Kluba et un autre village du groupement Pitso.</p> <p>Problématique clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fuites à l'aire de captage ; - Délabrement de l'aire de puisage ; - Canal de divergence et d'évacuation bouchés ; - Tuyau d'alimentation : à environ 3 cm du mur de puisage ; - Présence d'eau stagnante au niveau de l'aire de puisage ; - Changement de couleur et de goût de l'eau après la pluie. <p>La turbidité de l'eau est < à 5 NTU ;</p>
Kokpa	Kokpadda	430 ménages	<p>Source non aménagé. Cette source dessert 4 villages situés dans les périphéries.</p> <p>Problématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fuites dans l'aire de captage et à côté de réservoir ; - Turbidité de l'eau inférieure à 5 NTU ; - Pendant la saison sèche la source tarie partiellement.
Type d'assainissement	La couverture en ouvrage d'assainissement dans la zone est très faible et/ou nulle. Il n'existe aucune infrastructure d'assainissement viable dans la plupart des agglomérations où sont		

	regroupés les ménages retournés. Plusieurs cas de défécation à l'air libre sont observés alors que la population des mêmes villages consomme l'eau de la rivière.			
Pratiques d'hygiène	En plus des conditions d'assainissements décriées ci-hauts, les règles d'hygiène sont peu respectées : les fèces humaines sont observé çà et là pendant la saison pluvieuse. Les ménages et structures publiques de la zone manquent de dispositifs de lavage des mains et de savons. Les déchets ménagers sont laissés en épandage ; Plusieurs cas des maladies d'origines hydriques sont ainsi signalés au sein de la population.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre et type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
Gaps et recommandations	<p>Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ouvrages en eau sont rares dans la zone depuis la période avant la crise. Les besoins en eau potable et en ouvrages d'assainissement sont accentués par la crise dans les deux groupements. Cela est en partie dû au regroupement des populations retournées pour leurs sécurités dans les localités n'ayant pas nécessairement des ouvrages en eau. La population consomme l'eau surfacique généralement insalubre, défèquent à l'air libre, manque de dispositifs de lavage des mains, manque de trous à ordures et ne pratique pas les règles d'hygiène de base. <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> Installer les points de chloration sur les points d'eau consommés par la population en attendant la mise en place rapide des points d'eau potables ; Sensibiliser les ménages au respect des règles élémentaires d'hygiènes ; Construire des ouvrages d'eau selon les besoins des populations ; Construire les ouvrages d'assainissement d'urgences dans les localités ciblées selon les besoins ; Impliquer le BCZS, autorités locales, les leaders d'opinions et les populations dans la mise en œuvre des activités de réponse. 			

1.11. Santé et nutrition

Risque épidémiologique	Au vue de ce cas de mortalité liés aux maladies diarrhéiques et à la malnutrition, la zone s'avère exposée à d'éventuelles épidémies. A cela s'ajoute le manque de structures sanitaires opérationnelles dans la zone. D'où la nécessité d'une assistance d'urgence en santé dans les 2 groupements.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS

Gaps et recommandations	<p>Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence des structures sanitaires fonctionnelles dans la zone ; • Un taux de mortalités infantile élevé chez les enfants de moins de 5 ans ; • Manque de structures de prise en charge nutritionnelle dans la zone ; • Manque d'activités de vaccinations en PEV de routine ; • Destruction de la chaine de froid des structures sanitaires de la zone évaluée ; • Mauvaises conditions d'accouchement pour les femmes par manque de matériels et de condition d'asepsie ; • Pillages systématiques des NFI dans les centres de santé. • Pas d'acteur humanitaire dans le domaine de santé et nutrition dans la zone. <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser des cliniques mobiles pour la population de la zone ; • Appuyer les structures sanitaires du groupement en médicament, matériels et en NFI ; • Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires ; • Organiser une enquête nutritionnelle et mettre en place une unité de prise en charge nutritionnelle ; • Organiser la récupération vaccinale des enfants non vaccinés suite à la crise ; • Plaider pour la sécurisation de la zone afin de faciliter l'accès aux services sociaux de base à tous les ménages de la zone.
--------------------------------	--

1.12. Education

Impact de la crise sur l'éducation	<p>Le groupement Dirokpa compte 4 écoles primaires parmi lesquelles, 3 à savoir : EP R'TARWA, EP VALAGBU et EP LOMBU ont été pillées et/ou incendiées par des hommes armés non-identifiés durant le conflit. Toutes ces écoles ont été fermées et n'ont jamais ouvert leurs portes suite aux hostilités depuis le début de l'année scolaire 2019-2020.</p> <p>En outre, l'unique école du groupement qui fonctionne est envahie par un nombre important d'enfants déplacés et retournés. D'où l'insuffisance constaté de manuels, matériels scolaires et infrastructures scolaires et d'assainissement dans l'école. Certains élèves suivent les enseignements dans des conditions déplorables, à même le sol.</p> <p>Beaucoup de parents à peine retourner n'arrivent pas à envoyer leurs enfants à l'école, car dépourvu de tout.</p>
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	ND
Gaps et recommandations	<p>Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte des objets classiques et uniformes des écoliers suite aux déplacements. • Perte de salles de classes et de matériels suite aux incendies et pillages ; • Insuffisance d'écoles à proximité des habitants. D'où la fréquentation de longues distances par certains enfants (à plus de 7 Km) ; • Déperdition scolaire ; • Insuffisance d'installations hygiéniques adéquates et de dispositifs de lavage des mains dans les écoles <p>Recommandations</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants ainsi que les principes d'hygiènes ; • Organiser un programme de récupération pour les enfants de l'EP KIZA ; • Inclure les activités de prise en charge psychologique des enfants ; • Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ; • Couvrir les besoins en eau et assainissement dans les écoles de la zone.
--	--

Annexes

Annexe 1 : Liste des personnes interviewées

Noms et post nom	Fonction	contact
DIROKPA	Chef de groupement	0810490793
NGAJU DESIRE	Chef de localité Loche	0828810839
LODJIRINGA BELIBA	Chef de groupement Beliba	0826764579
DJOKABA	IT CS Beliba	0816334213

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation.

Nom ; Post nom et prénom	Fonction	Adresse	Numéro téléphone
YUSUF UMIRAMBE	Agent évaluateur	Solidarités International Base de Bunia	0810129976
LOUIS BUAREMANE	Agent évaluateur		0816001844
GASTON POCHO	Agent évaluateur		0822913134
SIMPLICE SHAMBARA	Agent évaluateur		0810253676
ROGER AWENDO	RA ERM/AME		0816151923
JEAN MARIE UYUNGI	Agent évaluateur		0819606291